Le vote blanc, une arme contre l’abstention et la montée des extrêmes

Savez-vous que Google a récemment déclaré que la question “Comment voter blanc” faisait partie des questions les plus posées par les Français sur ce moteur de recherche en 2014 ?

Savez-vous que selon un récent sondage IFOP, 85% des Français se disent favorables au vote blanc reconnu comme un suffrage exprimé? 26% d’entre eux seraient alors prêts à voter blanc en 2017.

Selon l’universitaire Jérémie Moualek réagissant au 1er tour de ces départementales, le vote blanc souffre d’une désaffection de la part des médias malgré un score supérieur à celui des Verts, du Modem, de Debout la France ainsi qu’à celui du Front de Gauche si on l’ajoute aux votes nuls.

La tranche de la population qui vote blanc semble de toute évidence minimisée voire tout bonnement niée dans le discours ambiant tout comme le droit d’exprimer pleinement un désaccord avec l’offre politique en présence.

Notre association Les Citoyens du Vote Blanc est le premier mouvement à se présenter à des élections afin de faire valoir le droit de dire “non” aux choix politiques que l’on nous propose à travers un vote blanc qui serait enfin considéré comme un suffrage exprimé (ce qui n’est pas encore le cas). En outre, pour le moment, les votes blancs sont comptés mais pas comptabilisés, c’est-à-dire qu’ils ne sont pas considérés comme une “voix” à part entière et n’impactent pas le résultat des élections comme pourrait le faire un score pour un parti politique. Objectivement, le vote blanc compte actuellement comme un vote nul ce qui pousse certains citoyens à ne pas se déplacer pour exprimer leur vote, grossissant ainsi l’abstention.

Notre mouvement ne pousse pas à voter blanc mais lutte pour que ce principe démocratique soit enfin pleinement reconnu.

En quoi le vote blanc considéré comme un suffrage exprimé pourrait-il diminuer l'abstention et infléchir la montée des extrêmes?

Le message d'un vote blanc pourrait se résumer à ceci: "Je ne me reconnais pas dans l'offre politique, je ne veux donc pas voter pour un de ces partis." Le fait que ce droit de dire "Non, nous voulons autre chose" ne soit pas encore reconnu par un vote blanc qui compte vraiment ne fait que grossir le sentiment d'impuissance, de colère et de résignation de bon nombre de citoyens. Certains, excédés de ne pas être entendus peuvent alors soit :

– ne plus voter (d'où l'abstention record).
– se tourner vers les extrêmes. Dans ce cas de figure, ce vote aux extrêmes peut signifier une tentative d'expression désespérée visant à « donner une leçon » aux autres partis en présence. Il peut aussi viser à tenter ce qui n'a tout bonnement pas encore été essayé. D'un côté, nous aurions ce qu'on appelle "Le vote sanction", de l'autre "le vote par défaut".

Le vote blanc pleinement reconnu comme un suffrage exprimé pourrait rétablir "le vote d'adhésion". Aussi étrange que cela puisse paraître de prime abord, c'est bien par ce droit d'exprimer notre désaccord que le dialogue entre les citoyens et les politiques pourraient s'établir. Le vote blanc incarne la démocratie participative. En effet, face à l'expression critique du peuple, les gouvernants devraient alors s'efforcer de modifier leur offre politique en fonction de la demande de la population.

Ici, le vote blanc serait l'expression d'un contre-pouvoir démocratique ainsi qu'un moyen de pression constructif puisqu'obligeant les gouvernants à entendre les citoyens.

Le vote blanc porte ainsi en lui les germes d'une participation citoyenne à la vie politique totalement inédite. Mais il se voit de surcroît détenteur d'une vertu toute aussi essentielle: le vote blanc est, en effet, un garde-fou démocratique. Réalisez-vous que depuis la Seconde Guerre-Mondiale, rien n'a été mis en place dans notre système électoral afin d'éviter qu'un gouvernant (qu'il soit dangereux ou non) soit élu sur la base d'une minorité de participation aux élections ? Dit très clairement, un gouvernant peut être aujourd'hui élu avec quelques pourcentages de participation. Les taux d'abstention « records» que notre pays expérimente malheureusement toujours plus, font craindre un scénario catastrophe sur ce point.

Le vote blanc reconnu comme un suffrage exprimé (en cas de votes majoritaires) invaliderait purement et simplement ce scrutin tout en poussant les autres partis politiques en présence à modifier leur offre politique jusqu'à l'adhésion de la majorité des électeurs.

Notre pays vit une véritable crise d'éthique et de confiance politique. Il faut réagir vite. C'est pour cela que, suite aux attentats du 11 janvier 2015, nous avons souhaité nous entretenir sur ce point à l'Elysée. En effet, ces attentats entraînent le risque de grossir encore le vote sanction ainsi que la poussée des extrêmes. Nous attendons, à ce jour, une issue constructive sur la base de l'évocation de notre travail associatif.

Permettre aux citoyens mécontents d'être entendus est la clef, nous en sommes convaincus. Le vote blanc reconnu comme un suffrage exprimé semble être un « canal » de confiance et de communication possible entre les citoyens et les politiques qui pourrait non seulement construire demain mais aussi canaliser certains désenchantements de façon intelligente.